

Mardi 20 Février 1872

Prix du Numéro : — Départementaux

Les Manuscrits ne seront pas rendus

REDACTION : PARIS, RUE MONTMARTRE, 123

Directeur politique : LÉONCE DÉTROYAT

# LA LIBERTÉ

Mardi 20 Février 1872

Adressés : MM. Ch. Lagrauge, Cail et C<sup>e</sup>, 6, place de la Bourse

40 FR. PAR AN — 24 FR. PAR SEMESTRE — 13 FR. PAR TRIMESTRE

BUREAUX : PARIS, RUE MONTMARTRE, 146

Administrateur : LOUIS GAL

## LES TÉLÉGRAMMES.

DE LA NUIT ET DU MATIN

Paris, 19 février, 19 h.

Le Times dit que le traité de Washington doit être annulé ou modifié car dans sa forme actuelle, cette convention n'est pas un pacte entre deux grands nations.

M. Gladstone, répondant au mémoire du marquis de Cork, relatif à l'éducation en Irlande, a dit qu'il n'y avait rien de plus à proposer à cet égard, il le fera en conformité avec les déclarations faites à plusieurs reprises.

Les partisans de l'éducation séculière combattent le bill sur l'éducation en Irlande, à la seconde lecture.

Le comte de Nord en Angleterre, est revenu à Londres avec sa famille.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

Un télégramme de Madrid, 19 février, dit que le roi a nommé M. Sagasta à la présidence du conseil.

plus de la place qu'ils occupent dans l'imagi-

nation des hommes que de toute autre

chose, après avoir donné hier notre senti-

ment sur la portée logique de la nouvelle

Charte monarchique, nous le donnons en-

core plus loin sur la phase dans laquelle

il entrera, s'il faut en croire les rensei-

gnements qui nous arrivent de Versailles.

On avait parlé de négociations qui se-

raient ouvertes entre les cabinets de Ver-

sailles et de Berlin au sujet du paiement

des trois derniers milliards d'indemnité.

Le *Mémorial diplomatique* dément la vrai-

semblance de ce bruit, en s'appuyant sur

cette considération que la France ne saurait

songer à une libération définitive tant

qu'elle n'aura pas satisfait aux obligations

résultant de la convention conclue le 12

octobre dernier. Nous pouvons assurer,

d'autre part, que s'il n'y a pas eu jusqu'ici

d'ouverture pour régler entre les deux

gouvernements le paiement intégral de la

dette, on s'occupe très activement à Ver-

sailles de chercher les moyens d'arriver à

ce résultat si désirable.

Le *Journal des Débats*, dans son nu-

mero de ce matin, annonce qu'on peut

compter sur l'appui moral des grandes

puissances et sur les bonnes dispositions

de l'Allemagne elle-même. Il n'est pas

besoin, croyons-nous, d'attendre des assu-

rances diplomatiques et spéciales pour

espérer que toutes les tentatives que nous

ferons en ce sens trouveront un accueil

favorable chez notre propre vainqueur. Son

intérêt n'est pas moins engagé que le

nôtre à ce que l'occupation territoriale,

insupportable pour le vaincu, dangereuse

pour le vainqueur, démoralisante à la fois

pour les deux pays, prenne fin. Mais

qu'il n'envisage froidement, comme un

calculateur assuré du succès, la perspec-

tive redoutable d'une nouvelle guerre, tou-

jours suspendue sur la frontière facie-

trée au cœur même du pays occupé, —

et toute espèce de raisons nous défend de

le croire. — La Prusse doit avoir plus de

hâte que nous de se retrancher dans les

territoires définitivement séparés par la

conquête et de ne plus fouler le sol fran-

çais. Toute proposition tendant à amener

ce résultat et appuyée du crédit si hono-

rable que le gouvernement de M. Thiers a

sur sa tête, nous ne pouvons que l'approu-

ver. — La Prusse, dit-il, ne saurait se

laisser aller à de telles exagérations. —

Le *Times* n'est point aussi résigné que

son gouvernement au sujet des décisions

du tribunal arbitral de Genève et des

stipulations du traité de Washington,

que le *Mémorial* soumet dernièrement au

Parlement anglais présentait comme ayant

été scrupuleusement observées par l'An-

gleterre. C'est entre le ton conciliateur de

ce document, dont nous donnons, avant-

hier l'analyse à nos lecteurs, et le langage

presque courroucé de l'organe des intérêts

britanniques qu'éclate la différence fort

sensible qui sépare les déclarations offi-

cielles du gouvernement de la reine et les

sentiments véritables de l'opinion. Le *Times*

bien loin de reconnaître la force exé-

cutoire du traité de Washington, affirme

que dans sa forme actuelle il n'est pas un

pacte entre deux grands nations, et qu'il

doit être ou annulé ou modifié. Le *Mé-*

moire, au contraire, après avoir constaté

que la nation anglaise l'avait reconnu et

exécuté dans la mesure du possible, ajou-

te que son gouvernement s'inclinait d'an-

avance devant le verdict qui aura à pronon-

cer le tribunal de Genève. Les journaux

américains avaient donc bien quelque rai-

son de douter de la sincérité et de la réali-

sation de ces assurances pacifiques.

La crise ministérielle à Madrid, paraît

aboutir à la formation d'un ministère con-

servateur sous la présidence de l'amiral

Topete ou du maréchal Serrano. Les pre-

miers dépêches arrivées dans la journée

parlaient, au contraire, de M. Sagasta

comme chef probable du nouveau cabinet.

Que l'Espagne passe donc, une fois de plus,

au Sagasta ou au Serrano, et grand bien

lui fasse. Mais faut-il plaider un pays où

la politique se résume éternellement en

une pièce à tiroirs et en une comédie mi-

nistérielle dont nos revues à tableaux ne

donnent qu'une idée faiblement appro-

chée? S'il paraît jamais un nouveau

chanteur, et qu'il entreprenne une nouvelle

Divine-Comédie, nous lui conseillerons

d'ajouter un cercle politique et constitu-

tionnel aux cercles déjà connus de l'enfer

du poète florentin; ce sera celui du gou-

vernement parlementaire. Les Cortès, le

maréchal Serrano, M. Sagasta, M. Ruiz

Zorilla et le roi Amédée devront y occu-

per les places principales.

Le lord-maire de Londres est arrivé à

Paris, et sera reçu par le préfet de la

Seine. Les membres du conseil municipal sont

invités aujourd'hui, chez M. Léon Say, à

une soirée, à laquelle assistera également

le lord-maire. On a vu au salon de la

ville de la République, à Paris, le

manifeste de la gauche républicaine.

Le *Journal des Débats*, dans son nu-

mero de ce matin, annonce qu'on peut

compter sur l'appui moral des grandes

puissances et sur les bonnes dispositions

de l'Allemagne elle-même. Il n'est pas

besoin, croyons-nous, d'attendre des assu-

rances diplomatiques et spéciales pour

espérer que toutes les tentatives que nous

ferons en ce sens trouveront un accueil

favorable chez notre propre vainqueur. Son

intérêt n'est pas moins engagé que le

nôtre à ce que l'occupation territoriale,



d'hier, dans des pays où l'antagonisme social se compliquait encore de la différence des races. Enfin, le *Temps* reconnaît que l'infanterie et l'artillerie de la marine sont très aptes à former un corps de débarquement, mais qu'elles sont trop peu nombreuses pour composer à elles seules un corps sérieux. Ce que nous avons dit plus haut du nombre relativement restreint de jeunes soldats que l'on enrôle dans les pays intertropicaux peut encore s'appliquer ici. Dans une période de cinq années (durée réglementaire du service) on enrôlerait tout au plus quatorze ou quinze mille hommes *amalgamés*, et ces hommes seraient dispersés sur tous les points du territoire, tandis que le ministre de la marine, si nous sommes bien renseignés, est en état de former un corps d'armée de deux divisions, c'est-à-dire vingt mille hommes de troupes instruites qu'il a toujours sous la main.

Laissons donc vivre l'infanterie et l'artillerie de la marine, dont une longue expérience a démontré l'utilité et la loce sùté, qui ont toujours porté haut le drapeau de la patrie; laissons au ministre de la marine des troupes chez lesquelles il a pu conserver intact l'esprit de discipline, et dont il a fait un si noble usage dans nos récents désastres.

## CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Le *Patriote* corse nous annonce que la ville d'Ajaccio est abattue et navrée de la mort de M. Étienne Conti.

Nous trouvons d'ailleurs tout le secret de cette grande douleur dans un article sous la signature de M. della Rocca.

M. Conti, y est-il dit, considérait l'avenir, le bien-être de sa chère patrie comme un apostolat, et non-seulement Ajaccio, mais le département tout entier ont reçu, grâce à lui, s'il nous est permis d'employer cette expression, l'abondante rosée des faveurs de Napoléon III.

En revanche, le même M. della Rocca n'est pas sans joie du récent triomphe de M. Rouher.

Nous en sommes d'autant plus fier, dit-il, qu'après tout ce qui a été fait pour combattre la candidature de M. Rouher, son élection est une véritable acclamation, qui doit relever le courage de nos exilés.

Après la chambre de commerce de Bordeaux, celle de Marseille adresse aux députés des Bouches-du-Rhône un long manifeste, dans lequel elle repousse de toutes ses forces l'impôt sur les transactions commerciales, qui, selon elle, injuste, impolitique et inéquitable, et atteint directement le travail national en frappant les affaires, qui en sont la source et la vie.

Nous lisons dans le *Sémaphore*, de Marseille que le ministre de la guerre vient de décider la création d'écoles de sous-officiers d'infanterie, qui serviront à réorganiser l'armée aussitôt que la nouvelle loi militaire aura été soumise au vote de la Chambre.

Ces écoles seront établies à Nantes, Toulouse, Bourges et Valence; mais avant d'en fixer définitivement le siège, le ministre a chargé plusieurs officiers supérieurs de parcourir le Midi et le Centre et de lui faire sur Moulins, Nevers, Clermont, le Puy, Aurillac, Tours, le Mans, Bordeaux et Lyon, des rapports, et de lui donner toutes les informations nécessaires pour son projet.

L'Emancipation, de Toulouse, informe qu'à côté de la révision du cadastre, qui n'a encore commencé sur aucun point du territoire de la France, et que nous avons annoncée dans un de nos derniers numéros, comme devant s'effectuer très prochainement, une grande opération administrative, le recensement de la population, doit s'opérer cette année.

Le dernier recensement a été fait en 1866; il se fait habituellement de cinq ans en cinq ans, et aurait donc dû avoir lieu en 1871. Mais il existait alors pour son accomplissement des empêchements matériels qui ont, en partie, cessé aujourd'hui.

D'après le *Journal de Lyon* l'instruction de l'affaire Arbinet, l'épicière, fusillée pendant la dernière guerre, comme espion prussien, est aujourd'hui terminée. Les juges civils de la Côte-d'Or, délégués par le parquet militaire de Lyon, viennent de faire remettre le dossier à la division militaire de Lyon qui doit connaître de cette affaire.

L'ex-général Cremer passera donc devant le conseil de guerre de Lyon. On ne sait pas encore si ce sera devant le premier ou devant le deuxième conseil, le prévenu ayant été revêtu du grade de général au moment où les faits qu'on lui impute se sont passés. Le conseil sera composé de trois généraux de division et de deux généraux de brigade. C'est un colonel qui fera la réquisitoire, assisté par le commissaire du gouvernement.

On ne sait pas encore l'époque fixée pour la réunion du conseil.

FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

6. DU 20 FÉVRIER

LE DRAME

DE LA SAUVAGERIE

Ici les deux hommes se trouvèrent en face d'un spectacle horrible.

La selle de Sillery était vide. Des deux étiéris, l'un fouettait les flancs du cheval; mais sur l'appui de l'autre, on voyait passer le bout d'un pied, et la bride, tendue comme une barre de fer, tirait après elle un corps tout mutilé et souillé de boue.

— Qu'est-ce que c'est que ça ? s'écria Dominique avec désespoir; ce n'est pas le capitaine ! Ce n'est pas mon maître !

Il n'y avait qu'un instant que d'Artigues était descendu à la hâte.

Il prit la lanterne des mains du valet, afin de mieux voir.

Par malheur, il n'y a pas à s'y tromper, dit-il. Hélas ! c'est bien notre pauvre Horace ! Dominique paraissait être pétrifié de stupeur.

Voilà ce que nous a valu ce maudit cheval, hier encore le digne capitaine ! Ne gardez pas cette bête-là, mon maître, vendez-la, si vous ne voulez pas qu'elle nous porte malheur. Le capitaine n'écoula rien de ce que lui disait.

Cependant Jacques, cherchant à rassembler toutes les forces de son sang-froid, se jeta sur le corps inanimé, afin de voir si l'on ne pourrait pas le ramener à la vie.

Aidé du vieux soldat, il le mit debout ;

Quelques journaux de Paris, sur la foi d'un journal allemand, avaient annoncé l'abandon définitif du fusil Dreyse par l'armée prussienne. Un nouveau fusil devait être très prochainement mis entre les mains de l'armée.

Le *Courrier du Bas-Rhin* nous apprend que cette nouvelle est dénuée de tout fondement. Aucune décision n'a encore été prise relativement au fusil qui remplacera le fusil à aiguille, et la commission instituée au ministère de la guerre pour l'examen des nouvelles armes, s'est tout aussi peu prononcée encore sur cette question. Ce qui a donné lieu à cette nouvelle, c'est que des expériences en grand vont être faites avec le fusil Maurer (inventé par un Wurtembergeois nommé Maurer, après la guerre de 1866 et perfectionné depuis), dont le modèle a donné les meilleurs résultats lors des essais dans les écoles de tir.

Il ne faut pas bon de diffamer S. M. Orléans, roi d'Araucanie, et devant avoir été P. rigoureux. Jugez-en plutôt par l'extrait suivant d'une ordonnance que S. M. vient de rendre contre les rédacteurs du *Petit Marseillais*, qui s'étaient permis de plaisanter agréablement l'ex-souverain :

A Messieurs les rédacteurs, gérant et imprimeur du *Petit Marseillais*.

Nous, Orléans-Antoine I<sup>er</sup>, par la grâce de Dieu et le vouloir des Indiens de l'extrême Sud du continent américain, roi d'Araucanie et de Patagonie ou Nouvelle-France, à tous présents et à venir, salut ;

Considérant que le journal le *Petit Marseillais*, dans son numéro du 11, etc.,

Ordonnons que lesdits rédacteurs, gérant et imprimeur soient transportés dans notre royaume d'Araucanie et de Patagonie, ou Nouvelle-France, où il leur sera fait des concessions de terrain pour cultiver les instruments aratoires pour se livrer à l'agriculture afin de leur apprendre le patriotisme.

Fait en notre domicile, 50, rue Vacon, à Marseille, le 15 février 1872.

Orléans-Antoine I<sup>er</sup>, roi d'Araucanie et de Patagonie, ou Nouvelle-France.

Enoncé le père Gagne !

NOS INFORMATIONS

LE LORD-MAIRE

C'est à tort que la plupart des journaux annoncent que M. Dakin, lord-maire de la cité de Londres, a diné hier chez le Président de la République. Quelques-uns même renchérisent encore, et racontent une réception qui aurait eu lieu après dîner. Tout cela est inexact.

LES COMMISSIONS

Deux questions qui préoccupent vivement l'opinion publique vont enfin recevoir leur solution cette semaine. Demain mardi, la commission chargée de contrôler les expériences du gaz oxyhydrique se réunira au Luxembourg et ne se séparera pas sans avoir émis son avis définitif. La commission nommée par M. Léon Say, le préfet de la Seine, et chargée d'étudier les tramways se réunira aussi dans les derniers jours de cette semaine pour clore ses travaux. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de ce qui aura été décidé par l'une et l'autre commission.

LES BIBLIOTHÈQUES DES PONTONS

Par ordre du ministre de la marine, qui veut, autant que possible, adoucir la rigueur de la traversée de France à la Nouvelle-Calédonie aux déportés, un certain nombre de volumes seront déposés à bord de chaque ponton pour leur être prêtés. Ces volumes, qu'on s'occupe en ce moment d'acheter, traitent surtout de nos colonies océaniques, de façon que les déportés connaissent, avant d'aborder, leur nouvelle résidence. Les dons volontaires seront reçus avec reconnaissance par le ministère de la marine. Avis donc aux personnes qui peuvent disposer d'ouvrages instructifs et intéressants.

LA MANUFACTURE DE TABACS DU GROS-CAILLON

La manufacture de tabacs du Gros-Cailillon vient d'augmenter son personnel dans des proportions assez sensibles, pour l'employer exclusivement à la fabrication des nouvelles cigarettes enveloppées d'une feuille de tabac, et qui, vendues 5 centimes, doivent évidemment, dans un avenir très prochain, remplacer le cigare à un sou.

L'administration des tabacs livre les nouveaux produits dans des boîtes de cent cigarettes, au prix de 5 francs la boîte. Les cigarettes de 15 centimes nouvellement lancées dans la circulation ont été enlevées si rapidement, que les débiteurs n'en ont plus, tandis que la manufacture, prise au dépourvu par ce succès inattendu, n'a pas encore pu faire face à toutes les demandes. Dans quelques jours, toutefois, le stock sera prêt.

UNE ATTAQUE NOCTURNE

Bien qu'il y ait un poste de police établi à l'extrémité de la rue Montmartre, près de l'église Saint-Eustache, les alentours des halles ne sont pas très sûrs à l'arrivée de la nuit. Hier, vers minuit, un étudiant en médecine, Louis Méry, retourna chez lui quand il fut accosté par un individu qui, tout en lui demandant l'heure, cherchait à le dévaliser et à lui faire un mauvais parti. Méry, conservant son sang-froid, lui asséna sur le visage un vigoureux coup de poing qui le renversa, puis il alla tranquillement déposer sa plainte au poste de l'église Saint-Eustache.

LE PONT D'ARGENTUEIL ET LE GÉNIE MILITAIRE

Le pont d'Argenteuil, qui a reçu, il y a quelques jours, la visite du maréchal de MacMahon, recevait hier celle de plusieurs officiers supérieurs du génie, en uniforme, qui ont examiné très minutieusement les travaux et pris des notes détaillées. Ces travaux avancent, du reste, avec beaucoup de rapidité, et seront très probablement terminés avant un mois.

On sait que le pont d'Argenteuil est un des rares ponts à péage qui existent encore. Son revenu annuel n'est pas très considérable, mais il a une importance stratégique réelle.

LES TRAVAUX DU THÉÂTRE-ITALIEN

Nous avons fait hier une seconde visite aux travaux du Théâtre-Italien, et nous avons constaté qu'ils sont poussés avec une extrême diligence. Tout le plafond est déjà repeint, et les loges du second étage sont complètement remises à neuf. Les tapissiers sont occupés en ce moment à recouvrir les fauteuils d'orchestre. On a démonté le rideau, qui avait besoin de réparations, et on en a profité pour poser derrière le manteau d'arçon un nouveau système destiné à le lever et à le baisser. Ce système est le même que celui qui est employé au nouvel Opéra. On rabote en même temps le plancher de la scène, et on recolle du papier dans les loges des artistes.

LE CONDAMNÉ KOHLER

Le condamné Kohler, dont la pour de cassation vient de rejeter le pourvoi, a refusé de signer son recours en grâce, malgré les instances de son avocat et des personnes de sa famille.

LUCIPHA

Après avoir obstinément refusé pendant quarante-huit heures de signer son pourvoi en révision, Lucipha s'y est enfin décidé, sur les instances de son avocat. C'est, a-t-il dit, uniquement pour faire plaisir à celui-ci. Lucipha est plongé dans un abattement profond, d'où il n'est sorti que pour adresser quelques lignes à un de ses cousins, gros fermier du département du Calvados. En signant son pourvoi, il a déclaré à son avocat, qu'en cas de rejet il était décidé à s'adresser au conseil de grâce, sachant d'avance que son sort était réglé.

UN SUICIDE BIZARRE

Qu'on se suicide parce qu'on est ruiné, par suite de chagrins de famille, ou même de peines d'amour, cela se comprend jusqu'à un certain point; mais se donner un coup de couteau de cuisine parce qu'on a des boîtes trop étroites, voilà qui passe l'imagination. Tel est cependant le cas d'Alphonse Hannier, domicilié 47, rue Monge. Il nous nous dit de dire, depuis un mois, Hannier donnait des signes d'aliénation mentale. Hier il était attendu à un dîner; il mit des boîtes neuves, qui, une fois entrées, le firent horriblement souffrir. Hannier voulut les retirer, sans pouvoir en venir à bout. Désespéré, il écrivit alors sur un morceau de papier :

« Rien ne me réussit depuis ma naissance. Je ne peux pas être mes boîtes. Qu'on n'accuse personne de ma mort ! »

Et il se frappa d'un coup de couteau de cuisine dans le côté droit de la poitrine. Atteint par le bruit de sa chute, les voisins le relevèrent, et le docteur Amelot, demeurant dans la maison, lui prodigua les premiers soins. Ses jours sont en danger.

LA MANUFACTURE DE TABACS DU GROS-CAILLON

La manufacture de tabacs du Gros-Cailillon vient d'augmenter son personnel dans des proportions assez sensibles, pour l'employer exclusivement à la fabrication des nouvelles cigarettes enveloppées d'une feuille de tabac, et qui, vendues 5 centimes, doivent évidemment, dans un avenir très prochain, remplacer le cigare à un sou.

L'administration des tabacs livre les nouveaux produits dans des boîtes de cent cigarettes, au prix de 5 francs la boîte. Les cigarettes de 15 centimes nouvellement lancées dans la circulation ont été enlevées si rapidement, que les débiteurs n'en ont plus, tandis que la manufacture, prise au dépourvu par ce succès inattendu, n'a pas encore pu faire face à toutes les demandes. Dans quelques jours, toutefois, le stock sera prêt.

LE PONT D'ARGENTUEIL ET LE GÉNIE MILITAIRE

Le pont d'Argenteuil, qui a reçu, il y a quelques jours, la visite du maréchal de MacMahon, recevait hier celle de plusieurs officiers supérieurs du génie, en uniforme, qui ont examiné très minutieusement les travaux et pris des notes détaillées. Ces travaux avancent, du reste, avec beaucoup de rapidité, et seront très probablement terminés avant un mois.

On sait que le pont d'Argenteuil est un des rares ponts à péage qui existent encore. Son revenu annuel n'est pas très considérable, mais il a une importance stratégique réelle.

LES TRAVAUX DU THÉÂTRE-ITALIEN

Nous avons fait hier une seconde visite aux travaux du Théâtre-Italien, et nous avons constaté qu'ils sont poussés avec une extrême diligence. Tout le plafond est déjà repeint, et les loges du second étage sont complètement remises à neuf.

Les tapissiers sont occupés en ce moment à recouvrir les fauteuils d'orchestre. On a démonté le rideau, qui avait besoin de réparations, et on en a profité pour poser derrière le manteau d'arçon un nouveau système destiné à le lever et à le baisser.

Ce système est le même que celui qui est employé au nouvel Opéra. On rabote en même temps le plancher de la scène, et on recolle du papier dans les loges des artistes.

LE CONDAMNÉ KOHLER

Le condamné Kohler, dont la pour de cassation vient de rejeter le pourvoi, a refusé de signer son recours en grâce, malgré les instances de son avocat et des personnes de sa famille.

LUCIPHA

Après avoir obstinément refusé pendant quarante-huit heures de signer son pourvoi en révision, Lucipha s'y est enfin décidé, sur les instances de son avocat. C'est, a-t-il dit, uniquement pour faire plaisir à celui-ci.

Lucipha est plongé dans un abattement profond, d'où il n'est sorti que pour adresser quelques lignes à un de ses cousins, gros fermier du département du Calvados.

En signant son pourvoi, il a déclaré à son avocat, qu'en cas de rejet il était décidé à s'adresser au conseil de grâce, sachant d'avance que son sort était réglé.

UN SUICIDE BIZARRE

Qu'on se suicide parce qu'on est ruiné, par suite de chagrins de famille, ou même de peines d'amour, cela se comprend jusqu'à un certain point; mais se donner un coup de couteau de cuisine parce qu'on a des boîtes trop étroites, voilà qui passe l'imagination.

Tel est cependant le cas d'Alphonse Hannier, domicilié 47, rue Monge. Il nous nous dit de dire, depuis un mois, Hannier donnait des signes d'aliénation mentale.

Hier il était attendu à un dîner; il mit des boîtes neuves, qui, une fois entrées, le firent horriblement souffrir. Hannier voulut les retirer, sans pouvoir en venir à bout.

Désespéré, il écrivit alors sur un morceau de papier :

« Rien ne me réussit depuis ma naissance. Je ne peux pas être mes boîtes. Qu'on n'accuse personne de ma mort ! »

Et il se frappa d'un coup de couteau de cuisine dans le côté droit de la poitrine. Atteint par le bruit de sa chute, les voisins le relevèrent, et le docteur Amelot, demeurant dans la maison, lui prodigua les premiers soins.

Ses jours sont en danger.

LA MANUFACTURE DE TABACS DU GROS-CAILLON

La manufacture de tabacs du Gros-Cailillon vient d'augmenter son personnel dans des proportions assez sensibles, pour l'employer exclusivement à la fabrication des nouvelles cigarettes enveloppées d'une feuille de tabac, et qui, vendues 5 centimes, doivent évidemment, dans un avenir très prochain, remplacer le cigare à un sou.

L'administration des tabacs livre les nouveaux produits dans des boîtes de cent cigarettes, au prix de 5 francs la boîte. Les cigarettes de 15 centimes nouvellement lancées dans la circulation ont été enlevées si rapidement, que les débiteurs n'en ont plus, tandis que la manufacture, prise au dépourvu par ce succès inattendu, n'a pas encore pu faire face à toutes les demandes.

Dans quelques jours, toutefois, le stock sera prêt.

UNE ATTAQUE NOCTURNE

Bien qu'il y ait un poste de police établi à l'extrémité de la rue Montmartre, près de l'église Saint-Eustache, les alentours des halles ne sont pas très sûrs à l'arrivée de la nuit.

Hier, vers minuit, un étudiant en médecine, Louis Méry, retourna chez lui quand il fut accosté par un individu qui, tout en lui demandant l'heure, cherchait à le dévaliser et à lui faire un mauvais parti.

Méry, conservant son sang-froid, lui asséna sur le visage un vigoureux coup de poing qui le renversa, puis il alla tranquillement déposer sa plainte au poste de l'église Saint-Eustache.

LA MANUFACTURE DE TABACS DU GROS-CAILLON

La manufacture de tabacs du Gros-Cailillon vient d'augmenter son personnel dans des proportions assez sensibles, pour l'employer exclusivement à la fabrication des nouvelles cigarettes enveloppées d'une feuille de tabac, et qui, vendues 5 centimes, doivent évidemment, dans un avenir très prochain, remplacer le cigare à un sou.

L'administration des tabacs livre les nouveaux produits dans des boîtes de cent cigarettes, au prix de 5 francs la boîte. Les cigarettes de 15 centimes nouvellement lancées dans la circulation ont été enlevées si rapidement, que les débiteurs n'en ont plus, tandis que la manufacture, prise au dépourvu par ce succès inattendu, n'a pas encore pu faire face à toutes les demandes.

Dans quelques jours, toutefois, le stock sera prêt.

UNE ATTAQUE NOCTURNE

Bien qu'il y ait un poste de police établi à l'extrémité de la rue Montmartre, près de l'église Saint-Eustache, les alentours des halles ne sont pas très sûrs à l'arrivée de la nuit.

Hier, vers minuit, un étudiant en médecine, Louis Méry, retourna chez lui quand il fut accosté par un individu qui, tout en lui demandant l'heure, cherchait à le dévaliser et à lui faire un mauvais parti.

Méry, conservant son sang-froid, lui asséna sur le visage un vigoureux coup de poing qui le renversa, puis il alla tranquillement déposer sa plainte au poste de l'église Saint-Eustache.

LA MANUFACTURE DE TABACS DU GROS-CAILLON

La manufacture de tabacs du Gros-Cailillon vient d'augmenter son personnel dans des proportions assez sensibles, pour l'employer exclusivement à la fabrication des nouvelles cigarettes enveloppées d'une feuille de tabac, et qui, vendues 5 centimes, doivent évidemment, dans un avenir très prochain, remplacer le cigare à un sou.

L'administration des tabacs livre les nouveaux produits dans des boîtes de cent cigarettes, au prix de 5 francs la boîte. Les cigarettes de 15 centimes nouvellement lancées dans la circulation ont été enlevées si rapidement, que les débiteurs n'en ont plus, tandis que la manufacture, prise au dépourvu par ce succès inattendu, n'a pas encore pu faire face à toutes les demandes.

Dans quelques jours, toutefois, le stock sera prêt.

UNE ATTAQUE NOCTURNE

UNE ARRESTATION

Hier soir, un gardien de la paix, ex-garde de Paris à la caserne Lobau, reconnaissant et arrêtait, square du Temple, le sieur Alphonse R..., âgé de 20 ans, artiste dramatique, demeurant passage des Trois-Couronnes, 34, chez la dame veuve R..., sa grand-mère.

Cet individu joua, sous la Commune, un certain rôle : il commanda même quelque temps le fort de Montrouge. Le 19 mars 1871, à la tête d'une bande d'insurgés, il envahit la caserne Lobau et donna le signal du pillage.

Il était, à ce moment, revêtu de l'uniforme de commandant, et le gardien de la paix qui vient de le faire arrêter affirme l'avoir vu brandissant un shako de garde municipal au bout de son épée et proférant des paroles de mort contre l'armée pour exciter ses hommes.

Cet individu, conduit devant M. Lafontaine, commissaire de police, a été immédiatement, sur son ordre, écroué au Dépôt de la préfecture de police.

SUICIDES ET ACCIDENTS

Hier matin, un enfant laissé seul au domicile de ses parents, rue Ménilmontant, en se penchant à une fenêtre du 4<sup>e</sup> étage, a été précipité dans la cour. Sa tête s'est brisée dans la chute, et la mort a été instantanée.

Dans l'après-midi, rue de Rivoli, un enfant, voulant traverser la chaussée à la hauteur de la rue Vieille-du-Temple, a été renversé par une voiture dont les roues lui ont passé sur le corps. On n'a relevé qu'un cadavre.

A sept heures du matin, le sieur Leland, pêcheur, rue des Marquises, a retiré de la Seine, en face du n° 12 du quai de Passy, un individu paraissant âgé de 55 ans, et avoir séjourné une quinzaine de jours dans le fleuve. M. de Colligny, commissaire de police, l'a fait transporter à la Morgue après les constatations d'usage.

Hier, rue de Moray, un enfant, accompagné de sa mère, la dame Bonival, allait chercher du pain à la boulangerie Bernay, lorsque, par mégarde, ayant posé la main droite sous le grand couteau, il eut le poignet droit coupé. L'enfant a été transporté à l'hôpital Beaujon.

Le commissaire de police de Vanves a fait arrêter hier et consigner au poste de la rue Cambonne le sieur Jules L..., âgé de 20 ans, garçon épicière, avenue d'Orléans, prévenu de complicité d'infanticide.

UN BONINGTON AU LOUVRE

On a transporté hier au musée du Louvre le Bonington acheté par le ministre des beaux-arts.

La toile, nouvellement acquise au prix de 3,050 francs, représente la *Terrasse de Versailles*. On y retrouve toutes les qualités du maître; le dessin solide, la couleur juste et surtout une grande harmonie dans la tonalité.

LES REGARDS D'ÉGOUTS

Nous ne saurions trop recommander à l'attention des inspecteurs de la voirie le mauvais état des regards d'égouts. Presque partout, mais principalement dans la rue Montmartre, les plaques sont tellement au-dessous de l'alignement du pavé, que les sautoirs du cheval, portant à faux, les accidents de voiture se multiplient dans des proportions regrettables.

Hier, une dame — dont la voiture venait de verser — a été si vivement impressionnée, qu'elle est restée près d'une heure évanouie, malgré les soins qui lui ont été prodigués.

Il nous suffira, assurément, d'indiquer le mal pour provoquer le remède.

LA RUE DE SÈVRES

On sait que les ouvriers de la ville sont occupés en ce moment à percer une voie nouvelle à travers les terrains de l'ancien hospice des Ménages, pour relier la rue de Babylone à la rue de Sévres. La ville de Paris n'a pas l'intention d'aliéner les terrains qui borderont la nouvelle rue, mais d'y transporter certains établissements dont la reconstruction prochaine est absolument nécessaire.

Sur premier rang de ces établissements est le vieux lycée Louis-le-Grand, qui se lèzarde de plus en plus. La question doit être soumise au conseil municipal dans une de ses prochaines séances, et le rapport est déjà tout prêt. D'autres établissements de l'Etat seraient également élevés le long de la rue de Babylone prolongée, mais nous ignorons encore lesquels. La liste qu'on doit proposer au conseil municipal est déjà dressée. On estime que les travaux des rues de Babylone et de Sévres dureront deux mois environ.

Ce ne serait là, du reste, que le commencement d'exécution d'un plan important, d'après lequel sera créé tout un réseau de voies nouvelles dans ce vieux quartier.

LE SQUARE DES ARTS-ET-MÉTIRS

Les jardiniers municipaux commencent à travailler aujourd'hui au square des Arts-et-Métiers.

comme pour faire pressentir une légitime vengeance.

Au moment où l'on posait la tête d'Horace sur une sorte d'oreiller, Dominique parlait de dégrader la plaie du sang souillée de boue qui s'en échappait.

Non, non, s'écria Jacques, que personne ne touche à ce corps avant que la justice ne l'ait vu. Je vous le répète, mes amis, ajouta-t-il, nous avons tous un devoir sacré à remplir, celui de rechercher l'auteur du crime. Rien ne doit être négligé par nous pour parvenir à cette découverte.

Puis, se retournant du côté du mort, il prit dans les siennes sa main froide et inanimée.

— Va, cher frère, dit-il avec un redoublement d'énergie, va, tu seras vengé, je te le jure.

Une heure du matin venait de sonner.

Il n'y a pas à perdre une minute, mes amis, reprit-il. Sans doute nous n'avons pas qualité pour commencer une enquête, mais tout nous autorise à faire les premières perquisitions.

Toujours pâle de douleur et de colère, toujours tremblant d'émotion, il se mit à donner des ordres.

Qu'on s'arme à la hâte, dit-il; qu'on prenne des fusils, des fourches, tout ce qu'on trouvera sous sa main.

Des cinq hommes qui étaient d'abord présents à cette scène, l'un mis en selle, avait été envoyé sans le moindre retard à Noirmoutiers, chef-lieu d'un arrondissement et siège du tribunal, afin de prévenir la justice. Un autre fut placé auprès du cadavre avec ordre de le veiller. Les trois autres, au nombre desquels était Dominique, formèrent une escorte à l'aide de laquelle d'Artigues se préparait à commencer les investigations.

Il vint à se rappeler l'ordre qu'il avait tout à l'heure donné à Mariette.

— Faut-il instruire Clémence de tout ce qui vient de se passer ? se demandait-il à de-

mi-voix avant que de sortir. D'abord, il n'y a jamais urgence à apprendre si vite à une sœur la mort de son frère; Clémence saura toujours assez tôt ce sinistre drame. Et puis les femmes ont une douleur expansive qui absorbe tout et notre temps est précieux. Non, nous arrêtons pas



vincible, de l'infatigable nation germanique ? Aussi ne faudrait-il pas croire que M. Schützemberger, le peintre strasbourgeois, ait pris dans la nature un seul trait de son nouveau tableau représentant l'émigration alsacienne.

Ce paysan quinquagénaire qui abandonne son village natal avec toute sa famille et qui marche d'un pas ferme, grave, résigné dans sa douleur, et la vieille mère qui, à côté de lui, un petit enfant sur les bras, étouffe ses sanglots sous son tablier, et cette belle fille, type d'Alsacienne admirablement réussie, qui adieu en pleurant à des voisins, aussi émus qu'elle-même ; et cet artiller, le fils aîné de la maison, qui marche à la tête des chevaux, le front bandé, le bras en écharpe, une blouse bleue sur son pantalon d'uniforme ; et ce vieux paysan tout ridé, tout tremblant, qui se lève de son banc pour faire un dernier geste d'adieu au père, qui se rappelle peut-être avoir fait sauter sur ses genoux, et que sans doute il ne reverra plus jamais ; et la sentinelle prussienne, vêtue d'une robe de chambre, et le uhlan qui regarde d'une fenêtre tout cela, jusqu'au vallon aride où l'émigration de la pure invention, de la fantaisie d'artiste.

Est-ce qu'on est triste en Alsace ? Est-ce qu'on regrette la France ? Est-ce qu'on émigre ? Les journaux allemands voudraient bien faire croire qu'il n'en est rien ; mais il ne réussissent pas, et voici que les arts eux-mêmes se conjurent contre eux, et vont porter en France l'expression de nos douleurs.

Le tableau de M. Schützemberger, destiné au prochain salon, fera sensation. Reproduit par la photographie, il ira dans les familles de France entretenir le souvenir de cette Alsace, qui, depuis la révolution surtout, a fait partie intégrante de la grande patrie française dont elle ne saurait être séparée, que pour un temps.

## LETTRES DE ROME

MAJOR LE CARNAVAL 24 JANVIER

10 février 1872.

Malgré la défense d'établir en public des travestissements et des décorations constituant une allusion politique ou religieuse, les *carnevalisti* ont pris leurs franchises coupées. Le ministère Lanza a parcouru le Corso, figuré par un groupe de *maschere* assez bien réussies. En tête marchait le docteur Lanza, tenant une énorme seringue, en sa qualité d'ex-médecin. M. Sella, ministre des finances, portait sur le dos un immense panier percé, etc.

Malheureusement on est allé plus loin : des jeunes gens qui avaient sans doute terriblement levé le coude (*alio yomo*) dans les cabarets, ont chanté à la fin des vers de carnaval contre le pape, les cardinaux, les moines, les prêtres et les nonnées, les nonnes surtout.

Le bacchanal a duré jusqu'à l'aube. Sous le pape, il finissait un peu plus tôt, mais toujours après minuit, qui était pourtant l'heure réglementaire.

L'impresario général de ceux qui connaissent Rome depuis longtemps, est que notre carnaval, au moins en ce qui concerne les travestissements de la rue, s'annonce de plus en plus. Les gens bien élevés finiront par le passer exclusivement au théâtre, dans les bals masqués publics (et encore) ou privés ; et dans les lieux où l'on soupe agréablement. On abandonnera à la populace la rue et les bals masqués des théâtres de second ordre.

Il y a eu, mardi, un dîner et une soirée dansante tout à fait intimes à l'ambassade de France. M. d'Harcourt, représentant du gouvernement français auprès de Pie IX, a trop le sentiment des convenances pour donner des fêtes publiques par le temps qui court.

Vous savez, du reste qu'il y a réception à l'ambassade tous les mardis. Il va sans dire qu'on n'était pas masqué. Beaucoup de notabilités indigènes et étrangères de la classe de celles qui ne prennent point part au carnaval à cause de la captivité du pape, étaient présentes.

Il paraît que cette innocente réunion a déplié à certains patriotes, hier matin, on a trouvé la porte cochère de l'ambassade littéralement badigeonnée d'ordures.

## LETTRES DE SAINT-PÉTERSBOURG

10 février.

A l'occasion du dixième anniversaire de l'entrée de M. de Reutern au ministère des finances, des adresses de félicitations ont été remises à ce haut fonctionnaire par des députations de la Bourse de Saint-Petersbourg, de celle de Moscou, du commerce de nos deux capitales, de l'Académie de commerce et de la Banque de commerce de Moscou, ainsi que de diverses Compagnies industrielles.

Pendant les dix années que M. de Reutern a dirigé les finances, le commerce et l'industrie de la Russie, de nombreuses et importantes réformes se sont accomplies, telles que l'amélioration des voies de communication, le remaniement complet de l'impôt des boissons, la capitulation soumise à l'examen des assemblées provinciales, la réduction des droits sur les mines, l'abolition de l'impôt des sels, le nouveau système des patentes, etc. Mais la plus importante des créations qui sont l'œuvre de M. de Reutern, est sans contredit la réalisation des 12,000 verstes de voies ferrées composant notre réseau, et reliant aujourd'hui la mer Noire, la Baltique et le Volga, apportant jusqu'aux frontières les plus reculées du reste de l'empire les lumières et la civilisation. Cette immense entreprise, qui n'a pas exigé une somme moindre de 500 millions de roubles, dont le gouvernement s'est engagé à servir les intérêts, s'est accomplie en majeure partie pendant la période de 1866 à 1870.

Puissamment secondé dans son œuvre de progrès et de réformes par la politique de paix et de justice de l'empereur Alexandre II, on pourrait cependant reprocher à M. de Reutern de n'avoir pas su profiter de cette situation pour aplanir les difficultés qui entravent la création de banques et de sociétés industrielles et qui arrêtent l'essor et le libre développement du commerce.

La Russie est aujourd'hui suffisamment émanicipée pour qu'une loi générale sur les banques devienne d'une nécessité absolue, afin que les projets présentés, puissent être exécutés sans qu'il soit nécessaire de les soumettre à l'approbation du ministre des finances et du conseil de l'empire.

La question de l'agronomie pratique qui préoccupe le plus les hommes sérieux de notre pays, a suggéré au *Monde russe* quelques considérations dont nous reproduisons succinctement les points les plus saillants.

D'après cette feuille, l'insuffisance de nos écoles agronomiques serait un fait avéré. Ces établissements comprennent l'Académie agronomique Pétrowsky, près de Moscou, l'Institut agronomique de Saint-Petersbourg et cinq écoles d'agriculture ou fermes modèles.

Une somme annuelle de 150,000 roubles est affectée par l'Etat à l'entretien de ces écoles. 190,000 roubles sont absorbés par la seule Académie Pétrowsky. Examinant au point de vue pratique les services rendus par ce dernier établissement, le *Monde russe* dit qu'elle ne justifie pas les frais qu'elle occasionne. A l'appui de son opinion, la feuille que nous citons établit les chiffres suivants : sur 500 étudiants qui sont sortis de cet établissement depuis 1866, deux seulement ont reçu le grade de bachelier et une trentaine de jeunes gens ont seulement pu subir les examens. Ces échecs proviennent du programme trop étendu des connaissances exigées des élèves, embrassant vingt-cinq branches différentes, parmi lesquelles sont compris l'enseignement détaillé de l'architecture et de l'art vétérinaire, qui exigent des études spéciales.

L'admission des candidats s'effectue sans examen préalable, pour faciliter aux propriétaires désirant se familiariser avec un branchement quelconque de la science agronomique, l'accès de l'Académie. Mais ce fait ne s'est pas encore présenté, et, par contre, une masse de jeunes gens peu préparés se sont présentés pour recevoir une instruction supérieure sans être en mesure d'en profiter. — M. DE BELINA.

## La Question de l'Alabama

On nous écrit de New-York, 6 février : Une dépêche de Londres en date du 4, a reçu le même jour à Washington, a jeté quelque lumière sur les incidents qui menaçaient, disait-on, de mettre à néant le traité anglo-américain. Plusieurs correspondances particulières présentent le cabinet de Saint-James arrivés à un état d'excitation telle, qu'il semblait qu'une émeute fut désormais possible.

On se plaignait de l'autre côté de l'Atlantique des soins qu'avait pris notre gouvernement de faire traduire en français le mémoire à adresser au tribunal d'arbitrage à Genève. C'était, disait-on, afin de donner la plus grande simplicité à ce document et d'impressionner en notre faveur l'opinion publique. Si le mémoire américain a été traduit en français, c'est que deux des arbitres ignorent complètement l'idiome anglais.

La dépêche de lord Granville ne confirme, en aucun point, les rumeurs et les suppositions des derniers jours. Elle est conçue en termes qui sont loin d'être agressifs ; et bien que quelques organes de la presse de New-York affectent des airs de matamore, l'opinion publique est loin de voir un *casus belli* dans l'incident. Dans les sphères politiques et officielles, tous et chacun restent persuadés que quelle que soit la solution de la nouvelle difficulté, les deux peuples et les deux gouvernements ne penseront jamais à avoir recours aux armes.

Les opinions d'endroit de l'interprétation du traité anglo-américain sont partagées. Si plusieurs membres du Sénat voient dans l'esprit et dans la lettre de l'acte de Washington le droit, pour les Etats-Unis, de réclamer une indemnité pour les pertes indirectes, un plus grand nombre se rappelle que cette question, posée au début des négociations, fut écartée d'un commun accord. Enfin, selon d'autres, le règlement demandé aurait été réservé et le tribunal des arbitres serait appelé à se prononcer sur son admission ou sur son rejet.

L'esprit de parti profite naturellement de l'incident pour frapper à droite et à gauche. L'émotion produite en Angleterre par le mémoire américain ne serait que factice, moyen extrême employé par les conservateurs pour provoquer la chute du ministère Gladstone-Granville.

M. Grant et ses amis auraient, eux aussi, leur pensée secrète. D'après la teneur du traité et toute la latitude laissée aux arbitres, il est probable que ceux-ci puissent prononcer leur sentence d'arbitrage avant l'époque de l'élection présidentielle.

Que la Grande-Bretagne oppose un refus absolu aux dernières réclamations, qu'elle refuse de soumettre la cause au tribunal de Genève, le traité anglo-américain n'a plus de raison *a falsis in uno, falsus in omnibus*. Et comme personne ne peut accepter que le refus de la Grande-Bretagne soit la guerre, l'entourage de la Maison-Blanche aura toute liberté d'action ; l'annexion des Canadas serait remise sur le tapis électoral.

La politique du gouvernement de Washington s'accommoderait parfaitement de l'annulation du traité anglo-américain. La question de l'Alabama resterait comme l'épée de Damoclès, menaçant et contenant l'Angleterre, qui se verrait dans la nécessité de laisser faire.

Quoi qu'il arrive, je dois constater l'attitude prise par le cabinet de Washington. Le président et ses ministres sont résolus à porter devant le tribunal d'arbitrage les réclamations formulées, et auxquelles le gouvernement anglais n'a répondu qu'après un délai de plusieurs mois.

Hier, le sénateur Cameron, président du comité congressional pour les affaires étrangères, a eu une longue entrevue avec M. Grant.

Le secrétaire d'Etat ne peut prendre au sérieux les protestations de M. Boutwell s'est contenté de porter au compte d'une certaine presse l'excitation produite en Angleterre.

Le général Banks se propose, dit-on, d'interpeller demain, à la Chambre des représentants, le secrétaire d'Etat, pour que celui-ci ait à produire tous les documents de nature à mettre fin à des rumeurs qui égarent l'opinion publique.

D'après ce rapide exposé, il est permis d'espérer que, malgré les efforts de l'esprit de parti, l'Angleterre et les Etats-Unis arriveront à une entente satisfaisante.

(Correspondance Havas.)

## ECHOS MILITAIRES

Plusieurs journaux avaient annoncé, il y a quelques jours, que des grandes manœuvres, auxquelles participeraient toutes les troupes de la garnison de Paris et de Versailles, auraient lieu prochainement du côté du Bourget. D'aucuns assurent même, sur la foi de leurs reporters, que les différents corps d'armée, sous le commandement supérieur du maréchal de Mac-Mahon, simuleraient l'attaque du fort d'Aubervilliers et de plusieurs autres positions.

Nous pouvons affirmer qu'aucun ordre dans ce sens n'a, jusqu'ici, été transmis aux états-majors des divisions établies dans Paris. Que la pensée d'une revue ou d'une prise d'armes générale ait été conçue en haut lieu, c'est possible ; mais nous doutons fort que nos

confères aient puisé à bonne source les détails si précis qui ont occasionné le dérangement de tant de monde.

RETENUES SUR LA SOLDE DES OFFICIERS A L'HOPITAL

Le ministre de la guerre a décidé, à la date du 13 janvier dernier, que pour établir une concordance entre le taux du remboursement de la journée d'hôpital des officiers et les augmentations successives de la solde qui leur ont été attribuées, les retenues pour séjour à l'hôpital seront opérées, à partir du 1<sup>er</sup> février 1872, d'après les indications suivantes :

Pour les officiers supérieurs, 1 fr. 50 par jour.  
Pour les capitaines, 1 fr. 20 —  
Pour les lieutenants, 1 fr. —  
Pour les sous-lieutenants, 75 c. —

L'imputation de cette retenue devra se faire dans les formes prévues par la décision du 23 octobre 1871.

La présente décision ne modifie en rien les conditions de remboursement imposées aux militaires qui, étant titulaires d'une pension militaire, seraient admis dans les hôpitaux. Cette révision des tarifs était réclamée depuis longtemps, par suite des anomalies contenues dans l'ancien règlement. Croirait-on, par exemple, qu'un sous-lieutenant en congé à l'hôpital touchait autrefois une solde supérieure à celle du lieutenant de deuxième classe dans la même position !

## UNIFORMES DU CORPS D'ÉTAT-MAJOR

Une circulaire ministérielle du 2 janvier 1872 annonce la prochaine publication au journal militaire d'une nouvelle description détaillée de tous les effets composant la tenue de l'état-major de l'armée et du corps d'état-major.

On sait que, dans ce dernier corps, la tunique droite destinée à la grande tenue a été remplacée, à la date du 12 décembre dernier, par une tunique croisée à deux rangs de boutons du même modèle que celle de l'état-major général, avec les foudres brodées au collet pour tous les grades.

Au manteau et au caban est substituée la capote-manteau, forme dite criminelle, avec collet rotonde mobile, assez long pour couvrir les bras, l'officier étant à cheval, et cachouin afférent à ce collet.

Ajoutons que cet afférent, chapeau bicorne, dont les officiers d'état-major se sont cru un instant dépourvus, a été maintenu pour la grande tenue, probablement à la requête des généraux, qui regrettaient le chapeau ferré, et des commandants en chef récemment improvisés, qui tenaient par-dessus tout à étaler leurs plumes blanches. Nous ne voyons pas d'autres raisons qui militent en faveur d'une coiffure aussi disgracieuse qu'incommode.

On avait bien encore parlé de supprimer la ceinture, assez élégante, il est vrai, pour la tenue de ville, mais fort gênante à cheval. Il suffit d'une revue pour que le sabre ait abîmé et haché les glands dorés qui pendent sur la poignée.

Le ministre de la guerre a décidé récemment que, dans chaque régiment d'infanterie ou de cavalerie mobilisé sur le pied de paix, le maître d'armes qui jusqu'ici avait été placé au dépôt, serait compris à l'avenir dans la composition des cadres de la fraction mobilisée et marcherait avec elle.

La salle d'armes du dépôt sera dirigée par le premier prévôt, qui y sera placé à cet effet.

Les ordres les plus formels viennent d'être donnés depuis peu pour qu'à l'avenir aucun cheval d'outils ou atteint de maladies contagieuses, ne soit conservé dans un convoi dirigé d'un corps sur un autre.

La responsabilité des chefs de corps est sérieusement engagée par le fait de cette décision, et toute infraction de cette nature attirerait infailliblement sur son auteur un blâme sévère ou toute autre mesure disciplinaire.

C'est parfait ; seulement nous répéterons ce que nous avons déjà dit au sujet de la cavalerie campée à Roquencourt. Le meilleur moyen d'éviter les maladies contagieuses n'est pas de se garantir de toute bête atteinte, mais bien de prévenir les affections épidémiques par des soins et une hygiène bien entendus. Or, il suffit de visiter l'installation de nos régiments de cavalerie, pour comprendre l'impossibilité absolue de maintenir les animaux en parfait état de santé.

Nous nous permettrons encore ici une observation importante concernant la nourriture des chevaux. En général, elle est insuffisante, surtout à l'époque des grandes manœuvres. Les colons, qui tiennent avant tout à avoir des animaux en bon état, lui-sans et gras à lard, sont obligés de passer très rapidement sur tous les exercices aux grandes allures, pour ne pas les ruiner. On ne peut à la rigueur les blâmer ; mais l'autorité supérieure comprend bien que les intérêts de l'armée et du Trésor, en usant d'une parcimonie aussi préjudiciable. Les manœuvres aux allures vives sont les seules propres à la guerre, et l'on ne saurait trop y habituer les cavaliers ; il importe alors de mettre les chevaux en état de les supporter par des rations plus fortes, en avoine surtout. L'animal bien nourri et travaillant beaucoup ne s'en porte que mieux ; c'est le meilleur régime pour le conserver en bonne santé et l'empêcher de se blesser. — MOUSSY-ROLLES.

## BIBLIOGRAPHIE

LIBRAIRIE ACADEMIQUE DIDIER ET C<sup>o</sup>, QUAI DES AUGUSTINS, 35.

Voltaire et la société au XVIII<sup>e</sup> siècle, par G. Desnoirestres, 2<sup>e</sup> série : Voltaire à Cirey, 1 fort vol. in-12. 3 fr. 50.

Aspasie de Milet. Étude historique et morale, par Becq de Fouquières. 1 vol. in-12. 3 fr. 50.

Le Châtel de Paris, son organisation, etc., par Ch. Desmazis, conseiller à la cour de Paris, 2<sup>e</sup> édition 1 vol. in-12. 3 fr. 50.

L'esprit moderne en Allemagne par Camille Scherer, 2<sup>e</sup> édition 1 vol. in-12. 3 fr.

Guillaume de Champeaux et les Ecoles de Paris au XII<sup>e</sup> siècle, par Fabry Michard 1 vol. 3 fr. 50.

LE DICTIONNAIRE DES AMOUREUX

Par JULES NORIAC. — Chez Michel Lévy frères.

Ce livre nouveau, de l'auteur de la *Deuxième humaine* et du *101<sup>e</sup>*, n'est point une fantaisie, comme on pourrait le croire : c'est l'œuvre d'un penseur, un petit monde d'observations et de découvertes en quelques pages sur l'aimable et gracieuse apparence donnée par le libraire à cette étude si vraie du cœur humain, du cœur féminin surtout. L'une après l'autre les définitions des mots et des choses

de l'amour vont s'offrir, vous tiennent, vous font songer ; originale et inattendue, chaque définition vous frappe tout d'abord par sa forme incisive et pittoresque ; profonde et vraie, elle vous pénètre.

La correction de la forme, sensible pour le raffiné, pour le lecteur attentif de ce livre, ne trahit jamais la recherche. Rien de précieux ni de maniéré, point de phrases, un tour simple, naturel, familier même, le plus souvent ; mais chaque mot a sa valeur. C'est médité et trouvé.

Quelques définitions y sont accompagnées d'anecdotes, d'exemples, de fragments de dialogues qui semblent saisis à vol de mots, sténographiés sur le vif dans les petites scènes intimes où la tête et le cœur de la femme ont de ces manifestations, de ces surprises, de ces écarts imprévus qui déconcertent et désespèrent si fort les moralistes, les philosophes et les amoureux.

On ne croit voir d'abord dans ces petits fragments de la vie humaine que des hors-d'œuvre spirituels et amusants ; mais bientôt, dans ces cadres légers, apparaissent les réalités singulières, tristes ou bouffonnes, poignantes quelquefois, que l'amour n'épargne point aux plus heureux de ce monde qu'il aime. Toutefois, réclame aux définitions, le *Dictionnaire des Amoureux* n'en serait pas moins un livre complet. C'est un livre qui ne s'analyse pas, il faut le lire.

## HOMMES ET CHOSÉS

Avoir de l'ambition, c'est vivre une seconde fois, a dit un moraliste qui, sans doute, n'avait pas été favorisé par le hasard ou par la chance ; mais n'en pas avoir, c'est vivre heureux, ce qui est bien préférable.

Ainsi, il y a une histoire du dernier siècle qui a toujours fait mon admiration, et que je recommande à tous ceux qui placent ailleurs que dans la satisfaction de l'amour-propre et de la vanité les joies véritables de ce monde. Un homme, un profond philosophe à coup sûr, un Français, avait fait le tour du monde à pied, sans quelques rares embarquements indispensables, sans dépenser beaucoup d'argent, un millier de francs par an, environ. C'est dire qu'il ne voyageait pas avec tout le confortable qu'on recherche aujourd'hui ; mais il ne s'inquiétait guère des détails oiseux. Il arriva à Berlin.

Le grand Frédéric voulut voir ce phénomène de volonté et de sobriété, et trouva un homme instruit sur toutes choses, et qui, sans paraître y prêter grande attention, lui donna sur la politique des aperçus qui, pour venir des autres contrées, n'étaient pas sans justesse. Le despotisme militaire se passionna pendant deux jours pour ce voyageur tenace, et comme à ses yeux on ne pouvait mieux honorer un mortel qu'en le faisant assister, quoique civil, à une représentation militaire, il ordonna à Potsdam une revue des troupes en son honneur.

Frédéric II n'imaginait pas qu'un homme, un Français surtout, pût hésiter à monter à cheval. Le voyageur refusa néanmoins.

Je n'ai pas fait le tour du monde à pied, dit-il, pour risquer de me faire casser les reins par un gros bide qui ne me connaît pas.

Vous avez raison, dit le roi, placez-vous là, au milieu de la place.

Et quand les troupes défilèrent, en si grand nombre que la plus grande place de Potsdam était trop petite, elles s'écartaient devant le voyageur impassible, comme s'il eût été sur un piédestal de granit.

Après la revue, Frédéric fit toutes les instances possibles pour retenir son hôte, qui voulait partir, et n'y put parvenir.

Mais enfin, diable d'homme, s'écria le roi, je voudrais faire quelque chose pour vous être utile, disposez de moi.

Sire, dit l'autre, j'ai une traite sur Dresde, faites-la moi toucher à Berlin.

Ce qui fut fait très facilement, chez le premier banquier de la ville, et le Français partit, — à pied, toujours.

Le soir, le roi n'en revenait pas encore. C'est un autre Diogène, dit-il.

Sire, dit un courtisan, Votre Majesté est aussi un autre Alexandre.

Le fait est que cet original m'aurait très bien dit de m'ôter de son soleil, si j'avais été. Ah ! messieurs, c'est un Français... ; beau pays que la France ! Ceux qui savent s'y contenter de peu sont heureux.

Une loi vient d'être promulguée, en vertu de laquelle les journaux pourront à l'avenir rendre compte des procès de presse. Certes, ce n'est pas nous assurément qui nous en plaindrions ; mais je ne crois pas que le gouvernement tirera grand profit de cette nouvelle disposition.

Si elle peut, cette disposition, influer assez sur ses décisions pour l'arrêter à temps lorsqu'il sera question de poursuivre un journal, nous applaudirions tous des deux mains et de toutes nos plumes. Cependant, je me permets de faire remarquer une fois de plus que la publicité donnée à ce genre de procès est presque toujours fatale au pouvoir.

Que le *Bonnet Rouge* ou toute autre feuille de même nature, peu lue, publie un article incendiaire tombant sous le coup de la loi, cet article, qui n'aurait eu sous sa première forme que deux ou trois mille lecteurs, en acquiesçant ainsi, du jour au lendemain, plus d'un million. Enfin, tout est pour le mieux, et la liberté ne s'en plaindra pas, Rochefort non plus, si, comme on le dit, il peut, une fois gracié, recommencer la publication de ses petites brochures.

Pourvu qu'il ne manque plus de respect au chef de l'Etat et ne l'appelle plus « mon petit vieux », il lui sera beaucoup permis ; mais reste à savoir si le public lui pardonnera beaucoup et aura encore la sottise de lui faire cent mille livres de rente en se faisant le complice des spéculations du Pierre d'Arroz moderne.

Malgré les haussements d'épaules que motivent les incartades politiques de Victor Hugo, la reprise de *Ruy Blas* sera un véritable événement littéraire. Sur ce terrain, il est et sera toujours le grand poète ; son œuvre est restée sans rivale, sans avoir vieilli d'un vers, véritables blocs de granit, hémistiches d'airain, sève vivante, lave brûlante, et dont le succès sera d'autant plus grand que tout le monde suit par cœur ces scènes pleines de passion et de grandeur.

Hugon est pas musicien ; il professe même pour cet art un dédain plus que superbe ; et pourtant, il vient de donner une preuve d'un goût musical supérieur. Il y a dans *Ruy Blas* au deuxième acte, une chanson ravissante, la chanson des *Lavandières*, que la pauvre reine, captive dans l'échiquette, écoule mélancoliquement à distance de son balcon, où il lui est interdit de se placer. Cette chanson, Plati en avait composée la musique, une mélodie simple, pleine de réverie vague et en même temps pleine de couleur locale, riante et chant.

Depuis, M. Vekérin, un compositeur de ta-

lent, de science plutôt, a refait une autre mélodie sur la même poésie. Elle est charmante, en effet, mais quand on a entendu celle de Plati, elle n'existe plus. Victor Hugo vient de décider que la première en date serait chantée à l'Odéon. Voilà ce qui s'appelle la justice.

Non, le poète n'aime pas la musique ! Un jour, un jeune compositeur, la bouche en cœur et le regard humide vient lui annoncer qu'il a mis en musique je ne sais plus quelle ode ou ballade du poète, laquelle, grâce à cette interprétation, paraîtra encore plus belle.

Monsieur, dit Hugo, elle n'avait pas besoin de votre musique pour être belle et pouvait fort bien s'en passer.

CHRYSALE.

## L'impôt mobilier à Paris

Nous recevons la lettre suivante : Paris, 12 février.

Monsieur le rédacteur en chef.

Le *Journal officiel* du samedi, 10 février, publie un arrêté du président de la République, qui approuve une délibération par laquelle le conseil municipal de la ville de Paris établit la répartition du contingent communal de la contribution mobilière pour l'année 1872 de la manière suivante :

1. — Les loyers matriciels de 400 à 600 fr. seront taxés à raison de 4 0/0.

2. — Ceux de 601 fr. et au-dessus seront taxés à raison de 4 0/0 pour les premiers 600 fr. et de 15 fr. 25 c. 0/0 pour le surplus, sans que le taux moyen appliqué à l'ensemble du loyer puisse excéder 10 fr. 75 0/0.

3. — Les loyers d'une valeur matricielle inférieure à 400 fr. sont affranchis de toute cotisation. Toutefois, etc.

5. — La somme nécessaire pour parfaire avec le produit du rôle le montant du contingent de la ville de Paris sera prélevée sur les produits de l'octroi.

Il serait facile de montrer que cette répartition, comme celle de l'année dernière, qui a été édictée par M. Jules Ferry, est contraire à la loi du 3 juillet 1846 (art. 5) ; mais il suffirait de indiquer les résultats, pour en faire justice et pour obliger le gouvernement à revenir sur son arrêté d'approbation.

En effet si on compare les bases de l'ancienne répartition (5 0/0 sur les loyers de 601 francs à 1,000 francs — 7 0/0 sur les loyers de 1,001 francs à 1,500 francs — 9 0/0 sur les loyers de 1,501 francs et au-dessus) avec les bases de la nouvelle (4 0/0 de la délibération précitée) on voit (c'est un calcul très simple et très rapide) que les loyers de 1,600 fr. et au-dessus (loyers matriciels, bien entendu) ne paieraient une cotisation plus élevée que d'un peu moins du cinquième, tandis que les loyers (loyers matriciels) de 800 francs paieraient en sus plus du tiers, ceux de 900 fr. plus de la moitié, ceux de 1,000 fr. plus des deux tiers, ceux de 1,100 fr. environ le tiers, ceux de 1,200 francs plus du tiers, ceux de 1,300 francs plus du tiers, ceux de 1,400 fr. environ la moitié ; ceux de 1,500 fr. plus de la moitié (cela vient de ce que jusqu'à 1,500 fr. inclusivement le taux de 15 fr. 25 c. 0/0 est applicable, tandis que, à partir de 1,600 fr. l'application des 15 fr. 25 c. 0/0 ferait excéder le taux moyen de 10 fr. 75 c. 0/0 sur l'ensemble du loyer, et que, alors, à partir dudit chiffre de 1,600 fr., le taux pour 100 est de 10 fr. 75 c.).

Ainsi on augmente énormément la cotisation des faibles loyers, et faiblement la cotisation des loyers moyens et élevés ! Ainsi on fait de la progression en sens inverse !

On se demande comment un conseil municipal a pu faire, comment un ministre des finances et un chef du pouvoir ont pu approuver une pareille répartition !

Veillez, monsieur le rédacteur en chef, agréer mes civilités empressées.

UN CONTRIBUABLE.

## VARIA

LA CAMPAGNE DE ROME

Deuxième article. — Voir la Liberté du 12 fév.

Etat à l'ord. de la campagne de Rome. — Les biens de mainmorte. — Les majorats. — Origine de la propriété dans l'Agro Romano. — Les Mercantili de campagne.

Nous avons, dans un précédent article, étudié les causes de la dépopulation et de l'insalubrité de la campagne romaine.

Avant d'exposer ce qui a été fait jusqu'à ce jour pour rendre la vie à ce désert et d'indiquer ce qui reste à faire, il importe, croyons-nous, de bien définir l'état actuel des choses qui n'est que très imparfaitement connu.

Le dernier recensement officiel, celui de 1869, résume comme suit la superficie de l'Agro Romano c'est-à-dire du territoire appartenant à Rome et dépendant de sa juridiction :

Campagne de Rome. 203.582 hect.  
Vignes, maisons rustiques confinant l'enceinte de Rome. 6.707 —  
Vignes sur les hauteurs. 1.983 —  
Total. 212.279 hect.

En dehors de la campagne de Rome on compte encore dans les ex-provinces de Velletri, de Frosinone (marais Pontins) et de Civita-Vecchia, 400 mille hectares de terres insalubres ; en tout 600 mille hectares de terres inhabitables et relativement stériles.

Les 204,000 hectares, qui constituent l'Agro Romano proprement dit, sont divisés en 396 tenues ou fermes, de la manière suivante :



